

RÉSUMÉ

L'objectif de ce volume consiste à saisir l'internement administratif du point de vue des personnes internées, à partir des traces écrites qu'elles ont laissées. Nous avons consulté quelque 500 dossiers personnels produits par des autorités impliquées dans la trajectoire d'internement entre 1919 et 1979 et provenant de fonds d'archives de plusieurs cantons. Dans ces dossiers, nous avons recherché des ego-documents où la voix des personnes s'exprime plus ou moins directement: procès-verbaux d'interrogatoires, formulaires avec des questions ouvertes, et surtout des lettres écrites aux autorités ou aux proches. Ces ego-documents s'inscrivent dans des rapports de pouvoir très inégaux. Les récits produits par les personnes internées ainsi que les postures qu'elles adoptent face aux diverses autorités doivent être compris en lien avec ces contraintes.

Trois types de questions de recherche orientent notre analyse des ego-documents. À travers des questions factuelles, nous cherchons d'abord à saisir le vécu de l'internement du point de vue des personnes. Quelles sont les conséquences de cette mesure sur l'intégrité physique et mentale, quelles conditions sont perçues comme les plus intolérables, quel est l'impact de l'internement sur les relations familiales, sociales et sur les projets de vie? Une deuxième série de questions observe comment les personnes internées réagissent pour faire face, pour contourner ou contester les contraintes imposées. Quelles tactiques développent-elles pour s'opposer à leur incrimination, contester leur étiquetage comme «fainéant», «alcoolique» ou «dépravé», améliorer leurs conditions de détention et de travail forcé, rester en contact avec leurs proches et se refaire une vie à la sortie? Pourquoi les unes profitent-elles davantage que d'autres des brèches du système répressif? Enfin, une dernière série de questions, auxquelles notre recherche n'apporte que des réponses partielles, concerne le décalage entre les conséquences négatives de l'internement du point de vue des personnes et les discours et pratiques des autorités qui continuent de légitimer cette mesure au nom de la réinsertion sociale. L'échec patent de cet objectif invite à se demander à quoi donc a servi l'internement administratif, si ce n'était pas à la réinsertion, et pourquoi l'a-t-on conservé malgré tout?

Afin de restituer au mieux l'expérience des personnes internées, nous avons structuré notre ouvrage en trois chapitres, selon les étapes d'une trajectoire typique d'internement.

Le premier chapitre traite des étapes préliminaires, à savoir l'enquête, la catégorisation, la procédure, la décision d'interner et l'entrée dans l'établissement. En consultant les dossiers, on constate que beaucoup de personnes ciblées réagissent en gardant le silence lors d'interrogatoires ou en protestant de manière plus active au cours de l'enquête: fuites, refus de répondre aux convocations, recours ou lettres d'opposition. Dans leurs protestations orales ou écrites, les personnes s'efforcent de présenter une autre interprétation des comportements qui leur sont reprochés, réfutant la catégorisation assignée pour restaurer une dignité bafouée. Reste à comprendre plus finement les spécificités et les convergences de ces réactions, en fonction des ressources et des actions accessibles aux personnes ciblées.

Tel est l'objectif de la recherche comparative de Lorraine Odier et Marco Nardone (chap. 1.1), qui confronte les lettres des dossiers vaudois et valaisans 1939–1977. La diversité des lois et des procédures est le premier facteur modulant la réaction des personnes ciblées, car les coûts et bénéfices escomptés diffèrent. Dans le canton de Vaud, où il existe davantage de possibilités de défense (solliciter un avocat, écrire à la commission d'internement, etc.), les lettres des personnes dénotent une tendance à performer la conformité et à dévaloriser leur passé ou leurs pratiques. En Valais, où ces possibilités sont plus restreintes, les personnes cherchent moins à s'attirer les bonnes grâces des autorités; leurs lettres révèlent une justification plus affirmée du comportement qui leur est reproché, ainsi que la dénonciation du non-respect des procédures et de l'arbitraire des lois cantonales. Un second facteur modulant les tactiques de défense relève des ressources dont disposent les personnes: santé, capacités intellectuelles, isolement plus ou moins marqué, type de soutiens existants, registres argumentaires. Au-delà de ces différences, des traits communs se dégagent dans les réactions des personnes au cours de l'enquête: la volonté de restaurer leur dignité et de ne pas être assimilés à des criminels.

Laura Schneider et Thomas Huonker (chap. 1.2) analysent des protocoles d'audition de personnes frappées par une mesure d'internement administratif dans le canton de Lucerne pour la période 1890–1942. Les silences, les réponses et les réactions des personnes concernées, ici retranscrites par un greffier, révèlent différents arguments et tactiques de défense. On relève tout spécialement le refus de se laisser catégoriser comme «ar-

beitsscheu» (fainéant), en y opposant l'échec répété des recherches d'emploi, notamment dans le contexte de la crise de l'entre-deux-guerres. Cette divergence d'appréciation entre autorités et personnes ciblées permet de s'interroger sur une des fonctions de l'internement administratif en l'absence d'un système d'assurance chômage; l'enfermement des personnes qui restent en marge du marché du travail semble souvent fonctionner comme une gestion de la montée du chômage et une prévention des éventuelles atteintes à l'ordre causées par la présence dans l'espace public d'un certain nombre de personnes sans emploi.

La troisième étude de cas (chap. 1.3) analyse le moment même de l'incarcération et le choc qu'il implique pour les personnes internées. À partir de corpus de lettres des interné.e-s de Bellechasse issu.e-s de plusieurs cantons sur une longue période (1919–1979), Anne-Françoise Praz dégage des perceptions partagées de ce qui apparaît aux personnes comme le plus intolérable au moment de l'entrée dans l'établissement: angoisse liée aux incertitudes de la durée de l'internement et de son déroulement, sentiments d'injustice et de honte. Face à ce choc de l'internement, certaines personnes réagissent en protestant contre l'arbitraire, en réclamant des informations, en sollicitant des soutiens. Mais ces efforts sont souvent voués à l'échec dans un établissement multifonctionnel comme Bellechasse, régi par une hiérarchie très stricte, qui soumet les personnes internées au pouvoir démesuré du directeur. À commencer par le fait que les lettres de protestation et d'appel au secours adressées à l'extérieur ne sont souvent pas envoyées.

Le dernier sous-chapitre (1.4) traite aussi de l'entrée dans l'établissement pour une période ultérieure et plus restreinte, les années 1970, marquées par des débats sur les réformes carcérales, visibles dans les dossiers. Laura Schneider analyse des questionnaires d'entrée remplis par des hommes internés administrativement dans l'établissement de Schachen (SO). Les questions posées abordent des thématiques jusque-là sans intérêt pour les autorités carcérales: les loisirs des internés, plus spécifiquement leur pratique des sports, le récit de leur propre parcours et la manière dont ils considèrent les raisons de leur internement. Les réponses et récits de vie révèlent une certaine autocensure: les internés racontent surtout leur parcours professionnel, la nécessité de travailler très tôt au détriment de leur formation, les placements déjà subis; l'histoire familiale est à peine évoquée, rien n'est dit des relations amoureuses, même pour ceux qui ont une compagne ou une épouse. Toujours en lien avec leur parcours pro-

fessionnel, ils révèlent d'autres problèmes de leurs parcours, comme la consommation d'alcool et de drogues. Dans les dernières années concernées par les recherches de la CIE, les toxicomanes représentent en effet une nouvelle catégorie d'interné-e-s administratifs-ives.

Le second chapitre analyse le vécu de l'internement, ainsi que les efforts déployés par les interné-e-s pour traverser cette période. À partir des mêmes corpus de lettres de Bellechasse, Anne-Françoise Praz dégage la préoccupation dominante de ces ego-documents: la dégradation physique (chap. 2.1). Rester en santé s'avère déterminant pour la capacité de l'interné-e à supporter sa condition, à l'améliorer, à s'imaginer une nouvelle vie à la sortie. L'angoisse d'une condition physique diminuée permet de comprendre la récurrence des plaintes et revendications adressées à la direction, relatives à la santé et au manque de suivi médical. Les lettres révèlent les tactiques mises en œuvre par les personnes pour atténuer leurs souffrances physiques et psychiques et ralentir la dégradation corporelle: plaintes auprès de la direction, dénonciations auprès d'autorités supérieures, demandes adressées aux proches, revendications pour l'accès aux soins ou le transfert dans d'autres établissements.

À partir des même ego-documents, l'auteure traite ensuite (chap. 2.2) de la manière dont les interné-e-s vivent le travail forcé et ses conditions: la pénibilité et les dures conditions météorologiques pour les hommes, la monotonie et le silence imposé pour les femmes. Ces difficultés pèsent car le travail occupe la plus grande partie de leur emploi du temps et structure leur quotidien. Les lettres des interné-e-s attestent de l'existence de tactiques de réappropriation du travail carcéral pour combattre l'étirement et la vacuité du temps. Mais les conditions de travail sont si déplorables que celui-ci est davantage ressenti comme une punition, ajoutée à la privation de liberté. Ces conditions de travail alimentent aussi les craintes de perte des compétences professionnelles pour certains, de dégradation des capacités physiques de travailler pour une majorité; en outre, les personnes sont conscientes que le stigmate attaché au fait d'avoir été à Bellechasse va péjorer leur retour dans le monde du travail *extra-muros*.

Les personnes internées se voient brusquement coupées de leurs relations intimes, familiales et amicales. Lorraine Odier (chap. 2.3) étudie comment, à Bellechasse, leur correspondance est contrôlée et parfois censurée. Les lettres censurées révèlent qu'au-delà des motivations informationnelles cette correspondance est importante pour l'amélioration des conditions d'existence à l'intérieur de la prison (envoi de colis, interven-

tions auprès des autorités) et aussi pour maintenir une existence sociale en dehors de l'univers carcéral. La censure du courrier entrave la capacité d'action des personnes internées pour demander de l'aide et introduit les contraintes carcérales jusque dans leur intimité. L'analyse montre que cette censure est pratiquée de manière différenciée pour les hommes et les femmes. Lorsqu'elle concerne les femmes soupçonnées d'«inconduite», elle cible leurs relations affectives et se révèle un maillon important du dispositif répressif de leur «redressement moral» et du contrôle de leur sexualité, qui se pratique dans bien d'autres établissements que Bellechasse.

Le dernier sous-chapitre (2.5) aborde une thématique particulière de l'expérience de l'internement administratif: la stérilisation non volontaire des femmes. Thomas Huonker a réuni des ego-documents divers (lettres, mémoires, témoignages) pour composer une série de biographies de femmes soumises à cette mesure de coercition dans différents établissements d'internement au cours du xx^e siècle. Parfois, les femmes se voient contraintes à accepter une stérilisation pour éviter un internement; parfois, une stérilisation forcée est pratiquée à la faveur de l'internement administratif; mais cette stérilisation ne permet pas toujours pour autant aux personnes concernées de quitter les murs de l'établissement. Bref, ces pratiques démontrent que les autorités s'arrogent un pouvoir exorbitant sur le corps de certaines femmes et leur dénie tout droit à l'autonomie.

Sous le titre «Sortir, s'en sortir...», le troisième chapitre analyse les actions des personnes concernées pour hâter leur sortie et surtout éviter de se retrouver enfermées. Le premier sous-chapitre (3.1) analyse à travers les lettres les tactiques mises en œuvre par les personnes internées, qui révèlent l'espace d'opportunités dont elles disposent; un espace borné par des injonctions de conformité, des contraintes matérielles et sociales, dont les personnes essaient de faire bouger les limites. Anne-Françoise Praz et Lorraine Odier étudient plus spécifiquement la manière dont ces personnes jouent avec la conformité de genre pour obtenir leur libération (anticipée ou définitive) autrement que par les voies légales: rechercher un travail «honnête» ou se projeter dans le mariage (parfois forcé) pour les femmes, assumer l'obligation d'entretenir sa famille et s'engager dans un emploi régulier pour les hommes; mais aussi jouer avec cette conformité pour mener comme on l'entend sa vie en liberté.

Pour retrouver la liberté, pourquoi ne pas tout simplement s'évader? À partir des dossiers de La Valetta (TI), Marco Nardone montre la diversité des motivations et des ressources mises en œuvre dans les tentatives d'éva-

sion des hommes internés (chap. 3.2). L'opération est risquée, les chances de réussite sont minces et la plupart des évadés sont repris. On peut dès lors s'interroger sur le sens d'une évasion comme stratégie de résistance à l'internement et sur sa fonction dans les rapports entre internés et autorités. Si certains internés espèrent vraiment réussir leur évasion, d'autres posent ainsi un acte d'affirmation de soi; dans tous les cas, les évasions suscitent, de la part de la direction, un renforcement de la sévérité et de la répression.

Une fois passée la porte de l'établissement, la personne n'est pas pour autant libérée de son expérience d'internement, encore moins du regard des autres et du contrôle des autorités (chap. 3.3). Dans des lettres rédigées à la suite de l'internement, les personnes libérées témoignent de la péjoration de leur identité sociale, de la difficulté à se défaire de leur passé, et racontent la précarité économique et la perte des réseaux sociaux causées par l'internement. Face à ces difficultés, les personnes cherchent à acquérir une certaine autonomie vis-à-vis des autorités et à échapper à leur contrôle, notamment en s'éloignant de leur commune d'origine qui a souvent ordonné l'internement.

Nous proposons en conclusion une réflexion sur les liens entre ces nouvelles connaissances historiques et la réhabilitation des personnes concernées. Cette réflexion s'articule en trois volets: prendre la mesure des injustices infligées, poser de nouvelles questions de recherche à partir du vécu des personnes internées, reconnaître leur résistance et leur action comme contribution à l'élargissement des modes de vie socialement acceptables.

ZUSAMMENFASSUNG

Ziel dieses Bandes ist es, die administrativen Versorgungen aus der Sicht der internierten Personen zu betrachten, und zwar anhand der schriftlichen Spuren, die diese Personen hinterlassen haben. Wir haben rund 500 Personendossiers aus den Archiven mehrerer Kantone untersucht, die zwischen 1919 und 1979 von den an den Versorgungsverfahren beteiligten Behörden angelegt wurden. In diesen Dossiers haben wir nach Ego-Dokumenten gesucht, in denen sich die betroffenen Personen mehr oder weniger direkt äussern: Verhörprotokolle, Formulare mit offenen Fragen und vor allem Briefe an die Behörden oder an Nahestehende. Diese Dokumente sind in einem Umfeld entstanden, in dem sehr ungleiche Machtverhältnisse herrschten. Die Aussagen der internierten Personen und deren Haltung gegenüber den verschiedenen Behörden sind deshalb immer im Zusammenhang mit den herrschenden Zwängen zu beurteilen.

Drei Arten von Forschungsfragen leiten unsere Analyse dieser Ego-Dokumente. Zunächst versuchen wir zu verstehen, wie die Internierung von den Betroffenen erlebt wurde. Welche Auswirkungen hatte diese Massnahme auf ihre körperliche und geistige Integrität? Welche Bedingungen wurden als die unerträglichsten wahrgenommen? Wie wirkte sich die Internierung auf die familiären und sozialen Beziehungen sowie auf die Lebensplanung aus? Eine zweite Serie von Fragen befasst sich damit, wie die internierten Personen mit den Zwängen umgingen, die ihnen auferlegt wurden. Welche Taktiken entwickelten sie, um sich gegen die vorgebrachten Beschuldigungen zu wehren, um sich der Verurteilung als «arbeitsscheu», «Gewohnheitstrinker» oder «verkommenes Individuum» zu widersetzen, um die Internierungs- und Zwangsarbeitsbedingungen zu verbessern, um mit den ihnen nahestehenden Personen in Kontakt zu bleiben, um anschliessend wieder ins Leben zurückzufinden? Warum konnten einige die Lücken des repressiven Systems besser nutzen als andere? Die letzte Reihe von Fragen, auf die unsere Untersuchungen allerdings nur Teilantworten liefern, betrifft die Diskrepanz zwischen den negativen Auswirkungen der Versorgung auf die internierten Personen und dem Auftreten und Handeln der Behörden, von denen die Versorgung lange Zeit als Massnahme zur sozialen Wiedereingliederung legitimiert wurde. Das offenkundige Scheitern

dieses Ziels wirft die Frage auf, wozu die administrativen Versorgungen eigentlich dienten und warum so lange an ihnen festgehalten wurde.

Um die Erfahrungen der internierten Personen so gut wie möglich wiederzugeben, haben wir die Arbeit in drei Kapitel unterteilt, entsprechend den Etappen eines typischen Versorgungsverfahrens.

Das erste Kapitel befasst sich mit der Anfangsphase, das heisst mit der Untersuchung, der Kategorisierung, dem Verfahren, dem Internierungsentscheid und der Internierung. Die Reaktion der meisten betroffenen Personen sah, wie die Dossiers zeigen, entweder so aus, dass sie sich in den Befragungen überhaupt nicht äusserten oder dass sie sich im Laufe der Untersuchung aktiv zur Wehr setzten, zum Beispiel durch Flucht, Missachtung von Vorladungen, Rekurse oder Beschwerdebriefe. Wenn sie schriftlich oder mündlich protestierten, bemühten sich die Betroffenen darum, eine alternative Erklärung für das ihnen zur Last gelegte Verhalten zu liefern: Die Kategorisierung der Behörden wurde zurückgewiesen, um die von den Behörden angegriffene Würde zurückzugewinnen. Näher zu betrachten gilt es, was diese Reaktionen auszeichnet und was ihnen gemein ist und wie abhängig sie von den Ressourcen oder Handlungsmöglichkeiten der betroffenen Personen sind.

Dies ist das Ziel der vergleichenden Studie von Lorraine Odier und Marco Nardone (Kap. 1.1), die Briefe aus Waadtländer und Walliser Dossiers von 1939 bis 1977 analysiert haben. Die unterschiedlichen Gesetze und Verfahren beeinflussten die Reaktion der betroffenen Personen massgeblich, da die befürchteten Nachteile und die erhofften Vorteile voneinander abwichen. Im Kanton Waadt, wo es Verteidigungsmöglichkeiten gab (Anspruch auf einen Anwalt, Gehör vor der Versorgungskommission usw.), wiesen die Verfasserinnen und Verfasser der Briefe die Tendenz auf, es den Behörden recht machen zu wollen und sich von der eigenen Vergangenheit und dem eigenen Verhalten zu distanzieren. Im Wallis, wo die Verteidigungsmöglichkeiten begrenzter waren, waren die Personen weniger bemüht, das Wohlwollen der Behörden zu erlangen. Stattdessen wurde versucht, das eigene Verhalten zu rechtfertigen sowie Verletzungen der Verfahrensvorgaben und die Willkür der kantonalen Gesetze anzuprangern. Ein weiterer Faktor, der die Verteidigungstaktiken erheblich beeinflusste, waren die Ressourcen der betroffenen Personen: Gesundheit, intellektuelle Fähigkeiten, Grad der Isolierung, Unterstützung, argumentative Fähigkeiten. Abgesehen von diesen Unterschieden weisen die Reaktionen der Betroffenen während der Untersuchungen auch eine Gemeinsamkeit auf:

den Willen, die eigene Würde wiederherzustellen und nicht zum Verbrecher beziehungsweise zur Verbrecherin gestempelt zu werden.

Laura Schneider und Thomas Huonker (Kap. 1.2) haben Verhörprotokolle von Personen analysiert, denen zwischen 1890 und 1942 im Kanton Luzern eine administrative Versorgungsmassnahme auferlegt wurde. Das Schweigen, die Antworten und die Reaktionen der betroffenen Personen, festgehalten von einem Gerichtsschreiber, sind Ausdruck verschiedener Argumentations- und Verteidigungsstrategien. Ganz besonders fällt auf, dass sich viele dagegen wehrten, als «arbeitsscheu» kategorisiert zu werden, indem sie von der erfolglosen Stellensuche berichteten, namentlich in der Krisenzeit zwischen den beiden Weltkriegen. Diese Wahrnehmungsunterschiede zwischen Behörden und betroffenen Personen werfen die Frage auf, welche Funktion der administrativen Versorgung angesichts des Fehlens einer Arbeitslosenversicherung zukam. Das Einsperren von Personen am Rand des Arbeitsmarkts schien häufig der Steuerung der Arbeitslosigkeit und der Vermeidung allfälliger Angriffe auf die öffentliche Ordnung durch eine allzu grosse Zahl öffentlich wahrnehmbarer Arbeitsloser zu dienen.

In der dritten Fallstudie (Kap. 1.3) wurde der Moment der Internierung und der damit verbundene Schock für die betroffenen Personen untersucht. Anne-Françoise Praz hat eine Sammlung von Briefen untersucht, die von Personen aus verschiedenen Kantonen, die zwischen 1919 und 1979 in Bellechasse interniert waren, geschrieben wurden, und hat die Empfindungen dieser Personen im Moment der Internierung herausgearbeitet: Ungewissheit, was die Dauer und den Ablauf der Internierung betrifft, das Gefühl, ungerecht behandelt zu werden, und Scham. Angesichts des Schocks der Internierung protestierten manche gegen die Willkür und verlangten Informationen sowie Unterstützung. Doch diese Bemühungen waren in einer multifunktionellen Einrichtung wie Bellechasse mit einer sehr strengen Hierarchie, in der die Internierten den übermässigen Befugnissen des Direktors ausgeliefert waren, häufig zum Scheitern verurteilt. Dies fing schon damit an, dass die Protestbriefe und Bitten um Unterstützung die Einrichtung vielfach gar nicht erst verliessen.

Das letzte Unterkapitel (1.4) befasst sich ebenfalls mit dem Moment der Inhaftierung, allerdings in einem begrenzteren Zeitraum – den 1970er-Jahren. Eine Periode, die geprägt war von Diskussionen über Gefängnisreformen, was sich auch in den Dossiers widerspiegelt. Laura Schneider hat Eintrittsfragebögen analysiert, die von Männern ausgefüllt

wurden, die in der Einrichtung in Schachen (SO) eingesperrt wurden. Gefragt wurde damals plötzlich nach Dingen, die bis dahin von keinerlei Interesse für die Gefängnisbehörden gewesen waren: nach den Hobbys beziehungsweise den Sportgewohnheiten der Internierten, nach deren Lebensgeschichte oder nach deren Meinung zu den Gründen ihrer Internierung. Den Antworten und Lebensgeschichten ist eine gewisse Selbstzensur anzumerken: Die Internierten berichten vor allem von ihrem beruflichen Werdegang, von der Notwendigkeit, die Schule abzubrechen und schon in jungen Jahren arbeiten zu gehen, von den bereits erlebten Versorgungen. Die familiäre Geschichte wird kaum erwähnt und Liebesbeziehungen werden nie thematisiert, nicht einmal von denen, die eine Partnerin oder Ehefrau haben. Im Zusammenhang mit dem beruflichen Werdegang finden andere Probleme wie Alkohol- oder Drogenkonsum Erwähnung. In den letzten Jahren, die von der UEK untersucht wurden, stellten die Drogenabhängigen eine neue Kategorie der administrativ Versorgten dar.

Im zweiten Kapitel wird analysiert, wie die Internierung erlebt wurde und was die Internierten taten, um diese Zeit zu überstehen. Anhand der bereits erwähnten Briefsammlung aus Bellechasse hat Anne-Françoise Praz die darin geäußerte Hauptsorge herausgearbeitet: den körperlichen Verfall (Kap. 2.1). Gesund zu bleiben, war entscheidend für die Fähigkeit der internierten Person, ihre Lebensumstände zu ertragen, zu verbessern und sich ein Leben danach vorzustellen. Die Angst vor einer Verschlechterung des körperlichen Zustands erklärt die Vielzahl von Beschwerden an die Direktion wegen gesundheitlicher Probleme und fehlender medizinischer Versorgung. Die Briefe zeigen, welche Taktiken die internierten Personen anwandten, um ihr physisches und psychisches Leiden zu lindern und den körperlichen Verfall zu bremsen: Beschwerden bei der Direktion, Anzeigen bei den übergeordneten Behörden, Bitten an nahestehende Personen, Forderungen nach medizinischer Versorgung oder Verlegung in andere Einrichtungen.

Ausgehend von denselben Ego-Dokumenten hat sich die Autorin anschliessend (Kap. 2.2) damit befasst, wie die internierten Personen die Zwangsarbeit und die Arbeitsbedingungen erlebten. Die Männer beklagten vor allem die Härte und die schlechten Wetterbedingungen, die Frauen die Eintönigkeit und die Schweigepflicht. Diesen Schwierigkeiten kam grosse Bedeutung zu, da die Arbeit den grössten Teil der Zeit in Anspruch nahm und den Alltag bestimmte. Die Briefe zeugen davon, wie die Zwangsarbeit zum Teil genutzt wurde, um die Endlosigkeit und Leere zu ertragen. Die Ar-

beitsbedingungen waren jedoch so schlecht, dass die Arbeit in erster Linie als Strafe zusätzlich zum Freiheitsentzug empfunden wurde. Bei einigen nährten diese Bedingungen auch die Sorge, berufliche Kompetenzen zu verlieren, und bei der Mehrheit die Angst vor körperlichem Verfall. Zudem waren sich die internierten Personen bewusst, dass mit ihrem Aufenthalt in Bellechasse eine Stigmatisierung einherging, welche die Rückkehr ins normale Arbeitsleben erschweren würde.

Die internierten Personen wurden urplötzlich ihrer intimen, familiären und freundschaftlichen Beziehungen beraubt. Lorraine Odier (Kap. 2.3) hat untersucht, wie in Bellechasse der Schriftverkehr dieser Personen kontrolliert und teilweise zensiert wurde. Die zensierten Briefe zeigen, dass diese Korrespondenzen nicht nur dem Informationsaustausch dienen, sondern insbesondere von grosser Bedeutung für die Verbesserung der Lebensbedingungen im Gefängnis (Zusendung von Paketen, Behördengänge) und für die Wahrung der gesellschaftlichen Existenz ausserhalb der Gefängnismauern waren. Die Zensur des Schriftverkehrs behinderte die Möglichkeiten der internierten Personen, um Hilfe zu bitten, und bedeutete, dass sich die haftbedingten Einschränkungen bis auf die innerste Privatsphäre erstreckten. Die Untersuchung hat gezeigt, dass bei dieser Zensur zwischen Männern und Frauen unterschieden wurde. Bei Frauen, die der «Liederlichkeit» verdächtigt wurden, zielte die Zensur auf die emotionalen Bindungen ab und war wichtiger Teil der repressiven Massnahmen zur «moralischen Umerziehung» und zur Kontrolle ihrer Sexualität, die auch in vielen anderen Einrichtungen ergriffen werden.

Im Mittelpunkt des letzten Unterkapitels (2.5) steht ein ganz besonderes Thema der administrativen Versorgung: die Zwangssterilisation von Frauen. Thomas Huonker hat verschiedene Ego-Dokumente (Briefe, Memoiren, Zeugenberichte) gesammelt, um die Biografien einer Reihe von Frauen nachzuzeichnen, die im 20. Jahrhundert in den verschiedenen Internierungseinrichtungen einer solchen Zwangsmassnahme unterzogen wurden. Manchmal sahen sich die Frauen gezwungen, in eine Sterilisation einzuwilligen, um der Internierung zu entgehen; manchmal wurde die Zwangssterilisation im Rahmen der administrativen Versorgung vollzogen, was aber nicht immer auch bedeutete, dass die betroffenen Frauen dann die Einrichtung verlassen durften. Kurzum, diese Praktiken zeigen, dass sich die Behörden eine unverhältnismässige Entscheidungsgewalt über den Körper einiger Frauen anmassten und diesen jedes Recht auf Selbstbestimmung verweigerten.

Unter dem Titel «Sortir, s'en sortir ...» (Rauskommen und damit klar-kommen) wird im dritten Kapitel untersucht, was die betroffenen Personen taten, um ihre Freilassung zu beschleunigen und vor allem um eine erneute Internierung zu vermeiden. Im ersten Unterkapitel (3.1) wird anhand der Briefe analysiert, welche Taktiken die internierten Personen hierfür anwandten und welcher Handlungsspielraum ihnen blieb, um in einem Umfeld, das Konformität verlangte sowie materiellen und gesellschaftlichen Zwängen unterlag, die Grenzen etwas zu verschieben. Anne-Françoise Praz und Lorraine Odier haben insbesondere untersucht, wie die Betroffenen versuchten, die von ihnen erwartete gesellschaftliche Rolle zu spielen, um auf anderem Weg als dem Rechtsweg ihre (vorzeitige oder endgültige) Freilassung zu erreichen: Frauen suchten eine «ehrliche» Arbeit oder flüchteten sich in eine (teilweise erzwungene) Ehe, Männer suchten ein regelmässiges Einkommen, um der Pflicht, die Familie zu versorgen, nachzukommen. Doch zum Teil wurde diese Konformität auch nur vorgespielt, um in Wirklichkeit in Freiheit sein eigenes Leben zu leben.

Doch warum nicht flüchten, um die Freiheit wiederzuerlangen? Auf der Grundlage von Dossiers aus La Valletta (TI) zeigt Marco Nardone die unterschiedlichen Motive für Fluchtversuche auf und die Vielfalt der Ressourcen, die von internierten Männern für diese Versuche eingesetzt wurden (Kap. 3.2). Der Versuch war gewagt, die Erfolgchancen waren gering und die meisten Geflohenen wurden wieder aufgegriffen. Es stellt sich deshalb die Frage nach der Sinnhaftigkeit dieser Fluchtversuche als Strategie gegen die Internierung und nach ihrer Funktion im Verhältnis zwischen Internierten und Behörden. Während einige tatsächlich auf eine erfolgreiche Flucht hofften, stellte der Versuch für andere eher einen Akt der Selbstbehauptung dar. So oder so führten die Fluchtversuche stets zu noch mehr Strenge und Repression seitens der Direktion.

Auch wer eine Einrichtung verlassen konnte, hatte die Internierung noch lange nicht hinter sich gelassen. Die Blicke der Mitmenschen und die Kontrolle durch die Behörden blieben (Kap. 3.3). In Briefen, die nach der Internierung verfasst wurden, schildern die Freigelassenen, wie sich ihre gesellschaftliche Stellung verschlechtert hat und wie schwer es ist, die Vergangenheit hinter sich zu lassen. Sie berichten von Armut und vom Verlust des sozialen Netzwerks durch die Internierung. Angesichts dieser Schwierigkeiten versuchten die Betroffenen, eine gewisse Autonomie gegenüber den Behörden zu erlangen und sich deren Kontrolle zu entziehen, nament-

lich indem sie ihren Heimatort, der häufig die Internierung angeordnet hatte, verliessen.

Abschliessend machen wir uns Gedanken über den Zusammenhang zwischen diesen neuen historischen Erkenntnissen und der Rehabilitation der betroffenen Personen. Als Eckpunkte dienen dabei die folgenden drei Schritte: das erlittene Unrecht klar definieren, anhand der Erlebnisse der internierten Personen neue Forschungsfragen stellen, ihren Widerstand und ihr Verhalten als Beitrag zur Erweiterung der gesellschaftlich akzeptierten Lebensweisen anerkennen.

RIASSUNTO

L'obiettivo del presente volume è considerare l'internamento amministrativo dal punto di vista delle persone internate partendo dalle loro tracce scritte. Abbiamo consultato circa 500 incarti personali allestiti dalle autorità coinvolte tra il 1919 e il 1979 e provenienti dai fondi d'archivio di diversi Cantoni. In questi incarti abbiamo cercato ego-documenti in cui la voce delle persone internate si esprime in modo più o meno diretto: verbali d'interrogatorio, formulari con domande aperte e, soprattutto, lettere scritte alle autorità o ai familiari. Ai fini dell'analisi, le testimonianze delle persone internate e il loro atteggiamento nei confronti delle autorità vanno considerate sullo sfondo di rapporti di potere marcatamente asimmetrici.

La nostra analisi degli ego-documenti si è fondata su tre tipologie di interrogativi di ricerca. Tramite domande fattuali abbiamo innanzitutto cercato di comprendere il modo in cui le persone hanno vissuto il loro internamento. Quali sono le conseguenze di questa misura sull'integrità fisica e mentale, quali condizioni sono percepite come maggiormente intollerabili, qual è l'impatto dell'internamento sulle relazioni familiari e sociali nonché sui progetti di vita? Una seconda serie di interrogativi verte sui modi in cui le persone internate hanno reagito per affrontare, eludere o contestare l'internamento imposto. Quali tattiche hanno sviluppato per opporsi alla loro incriminazione, contestare la loro categorizzazione come «oziosi», «alcolisti» o «depravati», migliorare le condizioni di detenzione e del lavoro forzato, rimanere in contatto con i loro familiari e rifarsi una vita una volta rilasciati? Come mai alcuni riescono a sfruttare meglio di altri le falle del sistema repressivo? Un'ultima serie di domande, alle quali le nostre ricerche rispondono solo in parte, concerne la discrepanza tra le conseguenze negative dell'internamento per gli/le internati/e e i discorsi e le prassi delle autorità, che continuarono a legittimare tale misura in nome del reinserimento sociale. Visto l'insuccesso palese del reinserimento, è quindi necessario chiedersi a cosa sia servito l'internamento amministrativo e perché, ciò malgrado, sia perdurato.

Al fine di restituire l'esperienza delle persone internate abbiamo strutturato il nostro lavoro in tre capitoli suddivisi secondo le tappe di un tipico percorso d'internamento.

Il primo capitolo tratta le tappe preliminari, ossia l'inchiesta, la categorizzazione, la procedura, la decisione d'internamento e l'entrata nell'istituto. Consultando gli incarti si constata che le persone prese di mira reagivano per lo più con il silenzio durante gli interrogatori o protestando in modo più attivo nel corso dell'inchiesta: fughe, rifiuti di rispondere alle convocazioni, ricorsi o lettere d'opposizione. Nelle loro proteste verbali o scritte le persone si adoperano per presentare un'altra interpretazione dei comportamenti loro rimproverati e rifiutano la categorizzazione di cui sono oggetto al fine di restaurare la loro dignità violata. Rimangono da capire più in dettaglio le specificità e i tratti comuni di queste reazioni tenendo conto delle risorse e delle possibilità di agire delle persone interessate da tali misure.

È questo l'obiettivo della ricerca comparativa di Lorraine Odier e Marco Nardone (cap. 1.1), che mette a confronto le lettere tratte dagli incarti vodesi e vallesani tra il 1939 e il 1977. Le differenze legislative e procedurali costituiscono il primo fattore che ha plasmato la reazione delle persone in questione, poiché incide sui costi e benefici attesi. Nel Cantone di Vaud, in cui le possibilità di difendersi erano maggiori (consultare un avvocato, scrivere alla commissione d'internamento, ecc.), le lettere denotano una tendenza degli autori a evidenziare il loro conformismo e sminuire il loro passato o le loro azioni. In Vallese, dove queste possibilità sono più limitate, le persone cercano di conquistare la benevolenza delle autorità in misura minore; le loro lettere mirano maggiormente a giustificare il comportamento loro rimproverato e denunciano l'inosservanza delle procedure e l'arbitrarietà delle leggi cantonali. Un secondo fattore che influisce sulle tattiche difensive è costituito dalle risorse di cui dispongono le persone: salute, capacità intellettuali, isolamento più o meno marcato, tipi di sostegno esistenti, registri argomentativi. Al di là delle differenze, le reazioni delle persone nel corso dell'inchiesta rivelano punti in comune: la volontà di restaurare la loro dignità e di non essere equiparati a criminali.

Laura Schneider e Thomas Huonker (cap. 1.2) analizzano i verbali degli interrogatori cui furono sottoposte le persone oggetto di una misura d'internamento amministrativo nel Cantone di Lucerna tra il 1890 e il 1942. I silenzi, le risposte e le reazioni delle persone interessate, trascritte da un verbalista, rivelano svariati argomenti e tattiche di difesa. Risalta soprattutto il rifiuto di farsi categorizzare come *arbeitsscheu* («oziosi») opponendovi il ripetuto tentativo infruttuoso di cercare un lavoro, in particolare durante la crisi tra le due guerre mondiali. Questa divergenza d'interpreta-

zione tra le autorità e le persone internate consente di interrogarsi su una delle funzioni dell'internamento amministrativo in assenza di un sistema assicurativo contro la disoccupazione: la detenzione di persone che rimangono ai margini del mercato del lavoro appare sovente come un modo per gestire l'aumento dei disoccupati e prevenire eventuali perturbazioni dell'ordine dovute alla presenza nello spazio pubblico di un certo numero di persone prive d'impiego.

Il terzo studio (cap. 1.3) analizza il momento dell'incarcerazione e il trauma che implica per le persone internate. Analizzando il *corpus* di lettere degli internati e internate di Bellechasse provenienti da diversi Cantoni tra il 1919 e il 1979, Anne-Françoise Praz individua gli elementi dell'entrata nell'istituto percepiti come maggiormente intollerabili: l'angoscia legata all'incertezza della durata dell'internamento e al suo svolgimento nonché i sentimenti di ingiustizia e vergogna. Di fronte a questo trauma, alcune persone reagiscono protestando contro l'arbitrarietà, esigendo informazioni, chiedendo sostegno. In un istituto multifunzionale come Bellechasse, caratterizzato da una gerarchia molto severa che sottomette internati e internate allo smisurato potere del direttore, questi sforzi sono tuttavia per lo più votati all'insuccesso, anche perché sovente le lettere di protesta e di richiesta di soccorso indirizzate all'esterno non sono inviate.

L'ultimo sottocapitolo (1.4) esamina l'entrata nell'istituto per un periodo più breve (gli anni Settanta), caratterizzato dal dibattito sulle riforme carcerarie, riscontrabile negli incarti. Laura Schneider analizza i formulari d'entrata compilati da uomini internati amministrativamente nell'istituto di Schachen (SO). Le domande poste concernono tematiche che fino ad allora erano prive d'interesse per le autorità carcerarie: l'occupazione del tempo libero degli internati, e più nello specifico le loro attività sportive, il racconto del loro percorso di vita e il modo in cui valutano i motivi del loro internamento. Le risposte e i racconti di vita rivelano una certa dose di autocensura: gli internati raccontano soprattutto il loro percorso professionale, la necessità di dover iniziare a lavorare molto presto a detrimento della loro formazione, i collocamenti già subiti; evocano a malapena la storia familiare e tralasciano completamente le relazioni sentimentali, anche coloro che hanno una compagna o una sposa, e sottolineano altri problemi legati al loro percorso professionale come il consumo di alcolici o droghe. Negli ultimi anni esaminati dai ricercatori della CPI, i tossicomani rappresentano in effetti una nuova categoria di persone internate amministrativamente.

Il secondo capitolo analizza l'esperienza dell'internamento e gli sforzi intrapresi dalle persone internate per superare questo periodo. A partire dal medesimo *corpus* di lettere di Bellechasse, Anne-Françoise Praz individua la preoccupazione dominante che traspare da questi ego-documenti: il degrado fisico (cap. 2.1). Rimanere in salute si rivela determinante per sopportare e migliorare la detenzione, nonché per immaginarsi una nuova vita dopo il rilascio. L'angoscia legata a un peggioramento delle condizioni fisiche consente di comprendere la frequenza delle lamentele e delle richieste indirizzate alla direzione relative alla salute e all'assenza di un'assistenza medica. Le lettere rivelano le tattiche adottate dagli internati e dalle internate per attenuare le loro sofferenze fisiche e psichiche e rallentare il degrado del corpo: lamentele presso la direzione, denunce alle autorità superiori, richieste indirizzate ai familiari, richieste di accesso alle cure o di trasferimento in un altro istituto.

Sulla base dei medesimi ego-documenti, l'autrice esamina in seguito (cap. 2.2) il modo in cui gli internati e le internate vivono il lavoro forzato e le sue condizioni: la fatica e le dure condizioni meteorologiche per gli uomini, la monotonia e il silenzio imposto per le donne. Queste difficoltà sono di particolare rilievo poiché il lavoro occupa la maggior parte del loro tempo e struttura la loro quotidianità. Le lettere delle persone internate attestano l'esistenza di tattiche di riappropriazione del lavoro carcerario per combattere la noia e il senso di vuoto. Ma le condizioni di lavoro sono così deprecabili che quest'ultimo è percepito come una punizione aggiunta alla privazione della libertà. Esse alimentano pure il timore di perdere le proprie competenze professionali, per alcuni, o la propria capacità fisica di lavorare, per la maggioranza; gli internati e le internate sono inoltre consapevoli che la stigmatizzazione risultante dall'essere stati detenuti/e a Bellechasse ostacolerà il loro ritorno nel mondo del lavoro *extra muros*.

Le persone internate subiscono la brusca interruzione delle loro relazioni intime, familiari e amicali. Lorraine Odier (cap. 2.3) esamina i modi in cui a Bellechasse la loro corrispondenza è controllata e talvolta censurata. Dalle lettere censurate emerge che, al di là del bisogno di informazioni, questa corrispondenza era importante per migliorare le condizioni di vita all'interno dell'istituto (invio di pacchi, interventi presso le autorità) nonché per mantenere un'esistenza sociale all'esterno dell'universo carcerario. La censura della posta ostacola le possibilità degli internati di chiedere aiuto ed estende le costrizioni carcerarie alla loro intimità. L'analisi delle lettere mostra che questa censura era praticata in maniera differenziata tra

gli uomini e le donne. Allorquando concerne le donne sospettate di «cattiva condotta», la censura si concentra sulle loro relazioni affettive e si rivela un elemento importante del piano repressivo volto al loro «recupero morale» e al controllo della sessualità, applicato anche in numerosi altri istituti.

L'ultimo sottocapitolo (2.5) affronta un tema particolare dell'esperienza dell'internamento amministrativo: la sterilizzazione coatta delle donne. Thomas Huonker ha riunito svariati ego-documenti (lettere, diari, testimonianze) per comporre una serie di biografie di donne sottoposte a questa misura coercitiva in diversi istituti d'internamento nel corso del Novecento. In alcuni casi, le donne erano costrette ad accettare la sterilizzazione per evitare un internamento; in altri, la sterilizzazione era praticata durante l'internamento stesso in istituto; tuttavia, non sempre la misura permetteva alle donne di ottenere il rilascio dalla struttura. Riassumendo, queste pratiche dimostrano che le autorità si arrogavano un potere notevole sul corpo di alcune donne, negando loro qualsiasi diritto all'autonomia.

Con il titolo «Sortir, s'en sortir ...» (Uscire e uscirne), il terzo capitolo esamina le contromisure delle persone internate per accelerare la loro uscita e soprattutto per evitare la carcerazione. Il primo sottocapitolo (3.1) individua, attraverso l'analisi delle lettere, le tattiche messe in atto, che rivelano il margine di manovra di cui disponevano gli internati e le internate; un margine contenuto dalle ingiunzioni di conformismo, dalle costrizioni materiali e sociali di cui le persone cercano di estendere i limiti. Anne-Françoise Praz e Lorraine Odier studiano più specificamente il modo in cui gli internati utilizzano il conformismo di genere per anticipare la loro liberazione (anticipata o definitiva) piuttosto che tramite le vie legali: cercare un lavoro «onesto» oppure contrarre un matrimonio (a volte forzato) nel caso delle donne; assumere l'obbligo di mantenere la famiglia e impegnarsi in un lavoro regolare nel caso degli uomini; ma pure sfruttare questo conformismo per condurre una vita in libertà secondo i propri principi.

Ma perché non evadere per ritrovare la libertà? Attraverso gli incarti dell'istituto La Valletta (TI), Marco Nardone illustra la varietà dei motivi e delle risorse impiegate nei tentativi di evasione degli uomini internati (cap. 3.2). L'evasione è rischiosa, le possibilità di successo sono esigue e la maggior parte degli internati evasi è ricatturata. Ci si può dunque chiedere quale sia il senso di un'evasione quale strategia di resistenza all'internamento e la sua funzione nei rapporti tra internati e autorità. Mentre alcuni internati sperano effettivamente di evadere con successo, per altri l'eva-

sione costituisce un atto di affermazione di sé; in ogni caso, la direzione reagisce con un inasprimento della severità e della repressione.

Una volta fuori dall'istituto, l'ex internato/a non si è peraltro liberato/a del trauma dell'internamento e continua a subire il giudizio degli altri e il controllo delle autorità (cap. 3.3). Nelle lettere che scrivono dopo la liberazione raccontano il deterioramento della loro identità sociale, la difficoltà di liberarsi dal proprio passato, la precarietà economica e la perdita della rete sociale causate dall'internamento. Di fronte a queste difficoltà, queste persone cercano di acquisire una certa autonomia e di sfuggire al controllo delle autorità, in particolare allontanandosi dal loro Comune di origine, che sovente aveva ordinato l'internamento.

Concludendo, proponiamo una riflessione sui legami tra queste nuove conoscenze storiche e la riabilitazione delle persone toccate da una procedura di internamento. La riflessione si articola su tre elementi: la valutazione delle ingiustizie inflitte, l'elaborazione di nuovi spunti di ricerca a partire dalle esperienze vissute dalle persone internate, il riconoscimento della loro resistenza e delle loro azioni quale contributo all'estensione dei modi di vita socialmente accettati.

SUMMARY

The aim of this volume is to provide an understanding of administrative detention from the point of view of the individuals who were detained, based on the written records they have left. We have consulted some 500 personal files kept by the authorities involved in the detention procedure between the years 1919 and 1979 and held today in the archives of various cantons. The files were searched for “ego-documents” (e. g., first-hand personal statements or accounts), in which the voices of detainees can be heard more or less unfiltered: transcripts of interrogations, questionnaires without pre-formulated responses and, above all, letters written to the authorities or to friends and relatives. These ego-documents were the product of extremely unequal power relations. These accounts produced by detainees, and the attitudes they adopted toward the different authorities, must therefore be understood against the background of the constraints to which they were subject.

Our analysis of the ego-documentation is structured around three types of research questions. We attempt first to comprehend the phenomenon of detention as it was experienced by the individuals concerned. What consequences did detention have for their physical and mental well-being? What conditions were perceived by them as the most intolerable? What impact did detention have on their families, social relationships and plans for the future? A second set of questions focuses on the ways in which detained individuals reacted to their situation in order to come to terms with, circumvent, or resist the constraints imposed on them. What tactics did they develop to oppose their criminalisation or their being labelled as “indolent”, “alcoholic” or “depraved”, to improve the conditions of their detention and forced labour, to remain in contact with their near ones and to start new lives after being released? Why were some better able than others to take advantage of loopholes in the system of repression? A third and last set of questions (to which our research provides only partial answers) concerns the discrepancy between the negative consequences of internment from the point of view of individuals detained and the discourse and practices of the authorities, who continued to justify this measure in the name of social reintegration. The patent failure to meet this objective inevitably raises a question as to what purpose administrative detention truly served.

As it obviously did not lead to social reintegration, why did it nevertheless continue to be used?

In order to better reconstruct the experience of the individuals who were detained, we have structured our study into three chapters, in keeping with the typical stages of detention process itself.

The first chapter deals with the preliminary stages, that is, the path from initial inquiries and categorisation to administrative procedures, the ordering of detention and, finally, to actual institutionalisation. Study of the files shows that many persons who were targeted reacted by remaining silent at their interrogation, or by protesting more actively during the course of the inquiry process – by fleeing, refusing to appear for appointments, or by filing appeals or letters of objection. In their oral or written protests, they endeavoured to present an alternative interpretation of the conduct of which they were accused, contesting the manner in which they were categorised, in an attempt to restore their injured dignity. It remains to understand more precisely the particularities of those reactions, and the convergences between them, depending on the resources and types of acts available to the targeted individuals.

This is the aim of the comparative study carried out by Lorraine Odier and Marco Nardone (chap. 1.1), which analyses letters taken from files in the archives of the cantons of Vaud and Valais, from the years 1939 to 1977. The diversity of the laws and procedures applied was the first factor that led to variations in the reactions of targeted individuals, because the foreseeable costs and benefits differed accordingly. In the canton of Vaud, where possibilities for defending oneself (consulting a lawyer, writing to the detention committee, etc.) were more frequent, the letters tend to emphasise a willingness to conform and to minimise the importance of past acts or behaviour. In the canton of Valais, on the other hand, where possibilities of defence were more limited, the individuals concerned attempted rather to gain the goodwill of the authorities. In their letters, they are more profuse in the excuses they offer for the conduct they are accused of and more emphatic in their condemnation of non-compliance with the procedures and arbitrary provisions of cantonal law. A second factor that influenced the choice of defence tactics was the resources that were available to the person in question: health, intellectual capabilities, more or less marked isolation, forms of assistance accessible, and forms of argumentation. Despite these differences, it was possible, in the course of our research, to discern common features in the reactions of the peo-

ple concerned: notably desires to restore personal dignity and to not be classed as criminals.

Laura Schneider and Thomas Huonker (chap. 1.2) analyse transcripts from the hearings of individuals against whom detention orders were issued in the canton of Lucerne during the years 1890 to 1942. The silences, the responses, and varying reactions of the individuals concerned, as transcribed by a recording clerk, evidence the types of arguments and tactics that could be deployed. Particularly noteworthy is the refusal of these individuals to allow themselves to be categorised as “*arbeitsscheu*” – idle or indolent – arguing in opposition that they had simply been unable to find work, despite repeated attempts, particularly at the time of the economic crisis between the two World Wars. The discrepancy between the assessment made by authorities and those put forth by the targeted individuals, raises the question of the social functions performed by administrative detention in the absence of an unemployment insurance system; the internment of individuals who remained at the margins of the labour market often appears to have functioned as a means of coping with rising unemployment and of preventing disturbances of the public order through the presence of a certain number of unemployed in the public space.

The third case study (chap. 1.3) analyses the actual moment of incarceration and the shock that this entailed for the individuals placed in detention. Based on a collection of letters written over an extended period of time (1919–1979) by detainees from different cantons who were held in the Bellechasse facilities, Anne-Françoise Praz identifies shared perceptions of what appears to have been the most intolerable aspect for detainees when first entering detention: the fear resulting from uncertainty as to the length and the conditions of their internment, accompanied by feelings of injustice and shame. Confronted by the shock of incarceration, many individuals reacted by protesting the arbitrariness of their treatment, by demanding information, and by asking for help in their plight. Such entreaties, however, were often to no avail in a multifunctional establishment like Bellechasse. A very strict hierarchy reigned there, which subjected the detainees are subject to the disproportionate power of the facility director. Thus, for example, letters of protest and entreaties for help addressed to persons on the outside were often not even dispatched.

The last section (1.4) of this chapter also deals with the initial moment of detention, although the examples come from a later and more limited period of time: the 1970s. Those years were marked by growing public

debate on prison reform, a fact that is reflected in the detainees' personal files. Laure Schneider analyses questionnaires filled out by men held in administrative detention in the Schachen facility (Solothurn). The questions asked touch on subjects for which the prison authorities had hitherto shown little interest: the leisure activities of detainees and, more specifically, their sports preferences; autobiographical information; and their views as to the reasons for their placement in detention. In their responses and the accounts they give of their lives, the detainees tend to exercise a certain degree of self-censorship. They focus primarily on their work experience and the fact that the need to start working at a young age had deprived them of an education; in this connection they also refer to earlier periods of internment. They rarely speak of their families, however, and say nothing about any romantic involvements, even when they are in a steady relationship or already married. When speaking of their work experience, they often mention other problems that hindered them from getting ahead, such as the consumption of alcohol or drugs. Indeed, during the last years of the period studied by the IEC, drug addicts emerged as a new and separate category of administrative detainees.

Chapter two analyses the experience of internment and the efforts undertaken by detainees to survive this period. Using the same collection of letters from the Bellechasse archives, Anne-Françoise Praz here identifies the dominant concern expressed in these ego-documents: physical decline (chap. 2.1). Remaining healthy proved to be the determinant factor in the ability of detainees to tolerate their situation, to improve it, and to imagine commencing a new life after their release. The fear of seeing their physical health deteriorate explains repeated complaints and demands addressed to the prison administration concerning health issues and the lack of medical treatment. The letters provide evidence of the various tactics used by the detainees to alleviate their physical and mental suffering and to slow down the process of bodily decline: complaints to the administration, reports to higher authorities, requests for help addressed to their near ones, demands for access to medical care or for transfer to another institution.

The same ego-documents also serve as primary sources for a further study by the author (chap. 2.2), focusing here on the manner in which forced labour and the working conditions were experienced by detainees – the strenuousness of the work and the harsh weather conditions (in the case of men); the monotony of their daily routine and the imposed compulsory silence (in the case of women). Because work was the main activity

with which they occupied their time, and around which their daily life was structured, these conditions had a particularly debilitating effect. Letters written by the detainees show that they also developed tactics for re-appropriating prison labour as a means of struggling against the boredom that filled the seemingly endless hours of their days. The working conditions were so deplorable, however, that work was perceived as a punishment, which was compounded by their deprivation of liberty. The working conditions also fed fears, on the part of some detainees, that they would lose whatever professional skills they already possessed; most also feared a diminishing of their physical ability to work. Moreover, the detainees were aware that the stigma attaching to having been interned in Bellechasse would prejudice their chances for finding work again on the outside.

The individuals placed in detention saw all of their personal relationships with family and friends abruptly cut off. Loraine Odier (chap. 2.3) offers a study of the ways in which detainee correspondence was controlled and sometimes censored. The censored letters show that, beyond serving as a means for the exchange of information, the correspondence played an important role in improving living conditions inside the prison (packages, appeals to outside authorities), and for maintaining a social existence outside the prison world. The censorship of correspondence impaired the ability of detainees to request assistance, and imposed prison constraints on even the most intimate spheres of their lives. Analysis of the redacted letters shows that censorship was exercised differently for male and female detainees. Where it is applied in cases of women suspected of “misconduct” it targets their personal relationships and is shown to be an important element of the repressive system designed for their “moral rehabilitation” and control of their sexuality. It is a system that was also employed in many establishments other than Bellechasse.

The last section of chapter two (2.5) deals with a very specific issue connected with the use of administrative detention: the non-voluntary sterilisation of women. Thomas Huonker has collected a corpus of various types of ego-documents (letters, memoirs and statements) to piece together the biographies of women who were forced to submit to this measure in different detention facilities over the course of the 20th century. In some cases, women felt forced to accept sterilisation in order to avoid incarceration. In other cases, compulsory sterilisation was carried out while the women were already being held in administrative detention – without, however, necessarily leading to an end to their imprisonment. In short, this

practice is a clear example of the way in which the authorities arrogated to themselves an unwarranted degree of power over women's bodies while denying their rights of self-determination.

Chapter three, entitled "Sortir, s'en sortir" (Getting Out and Moving On) studies the strategies used by detainees to hasten their release and, more importantly, to get on with their lives and avoid being locked up again. In the first section of this chapter (3.1), detainee letters are analysed in order to identify the tactics they used to achieve those ends. This provides an idea of the scope of opportunities available to them how it was bounded both by injunctions to conform, and by material and social constraints, and how they struggle to expand those bounds. Anne-Françoise Praz and Lorraine Odier focus, more specifically, on the manner in which the individuals concerned took advantage of standard notions of gender conformity to obtain their (early or definitive) release from detention by avenues other than those foreseen by the law. For women, this involved assurances to seek "honest" work or to enter into matrimony (sometimes forced). For men, promises to support their families and to accept regular employment were sometimes effective. The detainees also learned, however, to play with these notions of conformity in order to live their lives in their own fashion once they were released.

To regain your freedom, why not just run away? Based on a study of files from the archives of La Valletta (Ticino), Marco Nardone describes the diversity of motives advanced and resources deployed by male detainees in their attempts to escape from detention (chap. 3.2). The operation itself was risky, the chances of success were slim, and the majority of fugitives were recaptured. It is thus reasonable to ask how rational it was to attempt escape as a strategy for resisting detention, and what role such attempts played in the relationship between detainees and the authorities. While some detainees truly hoped that their attempts to escape would succeed, others saw therein an act of self-affirmation. In all cases, however, escape attempts led to harsher detention conditions and greater administrative repression.

Leaving the place where they were incarcerated did not mean that detainees were liberated from the experience of detention. Nor were they free from the way they were looked upon by others, or from the control of the authorities (chap. 3.3). In letters written following their release from detention, former detainees speak of the degradation of their social identity, of their difficulties in liberating themselves from their past. They describe

the financial insecurity and the loss of social networks caused by their detention. To cope with these challenges, former detainees strove to achieve a certain degree of autonomy from the authorities and to escape their control – particularly by moving away from their home communities, which were in many cases the ones which had ordered their detention.

In conclusion, the present volume offers an appraisal of the ways in which these new historical insights can help to better understand the process of rehabilitation of the individuals concerned. That appraisal is presented in three parts: an appraisal of the injustice that was inflicted, a proposal for new research questions based on the experiences lived through by the individuals detained, and an acknowledgement of their efforts to resist and to take action as a contribution to enlarging the range of lifestyles considered socially acceptable.